



## **Déclaration préalable FSU 88 – 23 juin 2025**

Comité social d'administration départemental



La FSU des Vosges tient à commencer cette déclaration en exprimant son émotion et sa tristesse à la suite du drame qui a coûté la vie à Mélanie Grapinet, dans un collège de Haute-Marne. Nous perdons une fois de plus une collègue dans l'exercice de ses missions. Cet acte dramatique a suscité au sein de la classe politique les idées non seulement les plus saugrenues mais aussi les plus malsaines. Il montre hélas que la fouille des sacs n'est pas une solution miracle, comme on a tenté de nous le faire croire. Les missions des AEd sont d'abord éducatives, dans le cadre des équipes de vie scolaire : ces personnels ne sont pas censés être exposés à des dangers mettant leur vie en jeu. Pour la FSU, la solution se trouve d'abord dans la création de postes de personnels en nombre (AESH, AEd, infirmier-es, assistant-es sociaux-les, PsyEN, CPE, enseignant-es, etc) pour prendre correctement en charge la santé mentale de nos élèves.

Nous appelons à ce qu'une réflexion de fond ait lieu et ne pouvons nous satisfaire de la surenchère d'idées sécuritaires et réactionnaires que provoque inmanquablement chaque fait divers. L'École est le reflet de l'état de la société et des ses maux ; la sécurité des élèves et des personnels dans le cadre scolaire est un sujet trop important pour ne pas le traiter avec sérieux.

Dans les collèges, les groupes de niveaux décriés par une majorité de collègues continuent à désorganiser les emplois du temps et la réforme Attal n'a pas les résultats annoncés par le gouvernement. Dans l'Académie de Nancy-Metz et le département des Vosges, certaines équipes ont décidé de construire des groupes hétérogènes, ce que des directions se bornant à refuser toute démocratie au sein d'un établissement scolaire continuent à refuser, s'obstinant à mettre en place des groupes homogènes de tri social. Le SNES-FSU, en se basant sur le terrain, avait vu juste sur cette réforme. Il y a quelques jours, c'est l'Inspection générale elle-même qui constatait que « ce dispositif n'a pas permis de faire progresser les élèves les plus fragiles », et que « le risque est majeur de voir les écarts de compétences se creuser entre les élèves et ainsi fragiliser fortement le retour en classe entière en début de 4<sup>e</sup> », (extrait du rapport n°24-25 007 de mai 2025, publié le 17 juin 2025).

Le Haut-Commissariat à la stratégie au plan a lui rendu le 19 juin 2025 une évaluation sur l'état du niveau scolaire en primaire et au collège, selon lequel les mauvais résultats de nos élèves aux différentes enquêtes internationales s'expliquent notamment par la taille des classes trop importante, rendant difficile l'individualisation des enseignements et la gestion des problèmes de discipline. Là encore, nous ne pouvons qu'abonder tant le constat est évident.

L'enjeu de ces questions n'est pas corporatiste : il est démocratique. Alors qu'une majorité d'organisations syndicales et un nombre croissant d'organismes, y compris étatiques, dénoncent et démontrent instance après instance l'indécence des politiques éducatives néolibérales, le prétendu dialogue social continue à être instrumentalisé. Le nombre restreint de concertations sur les nouveaux programmes qui doivent entrer en vigueur à la prochaine rentrée, qui portaient en plus sur un projet déjà largement finalisé, en sont une énième illustration. Les professionnels que nous sommes n'auront-ils jamais leur mot à dire quant à la façon de faire évoluer le système éducatif dans le sens d'une plus grande démocratisation scolaire ?

Dans le premier degré, en cette fin d'année scolaire, nous devons aborder le sujet de l'épuisement professionnel croissant chez nos collègues. Il se traduit par un nombre toujours important de déclarations au RSST. À nouveau, nous devons remonter la voix de nos collègues qui demandent davantage de bienveillance, de soutien hiérarchique et d'aide concrète dans les situations de mal-être professionnel dans lesquelles ils et elles sont de plus en plus nombreux-ses à se trouver. L'ambition d'école inclusive, mise en place sans moyens supplémentaires et reposant exclusivement sur « la bonne volonté » des PE, apparaît malheureusement comme une des causes principales de cet épuisement. La

création de moyens qui ne peuvent intervenir que lorsque la difficulté est déjà trop installée n'est pas la bonne solution. Pour la FSU, les EMAS, EMAA et maintenant les PAS ne sont pas à la hauteur de ces enjeux de société majeur !

Notre école n'a jamais autant eu besoin de RASED complets et en nombre beaucoup plus important afin de pouvoir prévenir le développement des difficultés chez nos élèves.

Par ailleurs, en cette veille de congés d'été, et en pleine préparation de l'année 2025-2026, la FSU 88 tient à réaffirmer son incompréhension au sujet des retards de résultats du mouvement. De même, nous savons que tous·tes les collègues des autres départements de l'académie ont déjà obtenus leur réponse à leurs demandes de temps partiel depuis de nombreuses semaines. Cette longue attente génère un stress inutile chez nos collègues en cette fin d'année. La FSU-SNUip 88 tient à rappeler que ces demandes ne sont pas des demandes de « confort » : elles sont toutes justifiées et permettent un équilibre qui permet à nos collègues de travailler en s'épuisant moins du 1<sup>er</sup> septembre aux vacances estivales.

Nous souhaitons que les recours et les cas particuliers puissent être réglés avant les vacances afin que les collègues soient informé·es de leur situation et puissent préparer leur rentrée en toute sérénité.

Enfin, la FSU-SNUipp 88 s'inquiète de voir les problématiques de non remplacement dans le premier degré perdurer jusqu'au mois de juin. En cette période de crise de recrutement, nous tenons à affirmer que l'amélioration des conditions de travail de toutes et tous est une réponse essentielle pour inverser cette tendance.